

## QUESTIONS AUX CANDIDATS Journal L'Agri

Réponse pour la France insoumise et Jean-Luc Mélenchon de **Charlotte Girard, co-responsable du programme.**

1. *En agriculture comme en artisanat, le poids des charges sociales et fiscales comme son manque d'harmonisation à l'échelle européenne nuisent à la compétitivité des entreprises. Quelles mesures prendrez-vous face à ce problème ?*

La France insoumise est attachée au modèle français de protection sociale hérité du Conseil National de la Résistance et dont le financement repose sur des cotisations sociales. Ce faisant, nous avons bien identifié les difficultés que peuvent rencontrer les petites et moyennes entreprises pour prendre en charge les cotisations patronales. Aussi, nous proposons la création du fonds de solidarité interentreprises pour mutualiser la contribution sociale entre petites et grandes entreprises. Il faut également refonder l'imposition sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes. Enfin, au niveau européen, l'absence d'harmonisation des politiques sociales et fiscales entraîne des formes de dumping social qu'il s'agit de combattre. Nous cesserons d'appliquer la directive sur le détachement de travailleurs en France et refuserons les régressions du droit européen sur les questions sociales et écologiques par rapport au droit national.

2. *Le monde agricole se dit souvent victime d'un acharnement administratif et parfois politique concernant les contraintes environnementales qui lui sont imposées, notamment via la Loi sur l'eau. Soutiendrez-vous les écologistes ou les agriculteurs ?*

Il ne faut pas opposer la préservation de notre environnement et la défense des agriculteurs. Ce ne sont pas les normes environnementales qui sont la cause des difficultés économiques que rencontrent de nombreux agriculteurs. Le modèle productiviste actuel, que nous condamnons, est une impasse tant économique qu'environnementale. Nombre d'agriculteurs sont engagés dans une course à la productivité, engagés à toujours plus investir et s'endetter sans pour autant pouvoir vivre dignement de leur travail. Pourtant, des alternatives en faveur d'une agriculture écologique, paysanne et locale se multiplient et montrent qu'il est possible de concilier le respect de notre écosystème, la santé des agriculteurs et de bonnes perspectives économiques. Nous entendons porter un projet agricole et alimentaire qui repose sur un nouveau pacte entre les agriculteurs et la société. Il s'agit d'accompagner l'ensemble des agriculteurs dans la transition écologique de l'agriculture. La préservation de notre écosystème et des ressources naturelles est une nécessité pour l'ensemble de notre société, elle est un impératif pour assurer la pérennité de l'agriculture et la sécurité alimentaire.

3. *Les importations extra-européennes comme les tomates en provenance du Maroc ou le vin d'Amérique du Sud favorisées par un certain nombre d'accords bilatéraux nuisent à la compétitivité de nos entreprises françaises. Pensez-vous qu'il faille revenir vers un certain protectionnisme ou, au contraire, favoriser le libéralisme ?*

La libéralisation économique promue dans nombre d'accords bilatéraux sert avant tout les intérêts de la finance, des grands groupes multinationaux au détriment de l'économie productive et de l'emploi. La libéralisation des marchés agricoles tend à favoriser la spécialisation agricole, la course à la compétitivité et le développement d'échanges qui ont un impact négatif sur l'environnement.

La France Insoumise est opposée aux accords en cours de négociation, comme le CETA et le TAFTA. Il est aujourd'hui plus que nécessaire de faire l'inventaire et d'évaluer des accords déjà appliqués pour construire une autre politique internationale des échanges commerciaux, fondés sur la coopération et non la mise en concurrence débridée des économies. Nous proposons d'instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France, protéger l'activité et l'emploi du dumping fiscal, social et environnemental. Cela passe notamment par la mise en place de mesures anti-dumping vis-à-vis des pays tiers où les droits sociaux sont limités et la législation environnementale défailante et

de prendre des mesures de rétorsion commerciale contre les paradis fiscaux. Dans le même temps nous proposerons aux pays du Sud des accords de coopération pour les appuyer dans leurs efforts en vue de développer leurs productions vivrières et d'améliorer leur autonomie alimentaire.

Il importe de stopper la spéculation financière sur les marchés des matières premières agricoles, réguler les marchés pour assurer une rémunération satisfaisante des producteurs, créer les conditions de marché à l'échelle des filières pour rendre possible la relocalisation des productions agricoles (meilleur partage de la valeur ajoutée au sein des filières, développement des circuits courts, création d'outils de transformation et de valorisation de la production agricole dans les territoires, règles d'approvisionnement local de la restauration publique collective, ...)

*4. Face aux contraintes que fait subir le RSI aux artisans, êtes-vous pour sa disparition pure et simple (et l'intégration des artisans dans le régime général, avec une augmentation de charges de 15%), ou faut-il privilégier une meilleure coordination avec l'URSSAF ?*

Il faut donner la liberté aux artisans, commerçants, indépendants, chefs d'entreprise et auto-entrepreneurs de s'affilier au régime général de la Sécurité sociale plutôt qu'au régime social des indépendants. La France insoumise propose de créer une sécurité sociale intégrale, qui soit plus protectrice pour les salariés et les non-salariés. Les soins et les médicaments prescrits seront ainsi remboursés à 100 %, y compris les soins dentaires, auditifs et optiques.

*5. Contrairement aux Etats-Unis où un véritable Small Business Act existe, la France a toujours refusé de réserver certains marchés publics à ses TPE/PME. Au contraire, bien souvent, seules les grandes entreprises ont la technicité pour répondre aux appels d'offres. Quelle solution, compatible avec les contraintes européennes, pourriez-vous imaginer pour favoriser les TPE/PME ?*

Le programme de la France insoumise prévoit de réviser le code des marchés publics pour favoriser les entreprises de l'économie sociale et solidaire, les produits et services écologiques et l'activité locale. La commande publique doit servir avant tout l'emploi, l'écologie et l'intérêt général.